



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
Cité administrative - Porte J  
34 avenue du Maréchal Maunoury BP 60723  
41007 Blois

Blois, le 15/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GIE FALUNS DE CONTRES**

14 rue des Aulnes  
41700 Le Controis-En-Sologne

Références : 41-2026-00023  
Code AIOT : 0010003275

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement GIE FALUNS DE CONTRES implanté Château Gabillon 41700 Le Controis-en-Sologne. L'inspection a été annoncée le 26/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La carrière "GIE Les Faluns de Contres" était administrée par M. CALLOUX de la SAS CALLOUX. Le procès verbal 26 septembre 2025 de l'assemblée générale du "GIE Les Faluns de Contres" fait état que la SASU Touraine AGRÉGATS a acheté les parts de la SAS CALLOUX dans le GIE et que M. RAISIN Stéphane devient l'administrateur du GIE en lieu et place de M. CALLOUX Franck.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GIE FALUNS DE CONTRES

- Château Gabillon 41700 Le Controis-en-Sologne
- Code AIOT : 0010003275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) les Faluns de Contres est située au lieu- dit "Château Gabillon", sur le territoire de la commune du Controis en Sologne (41).

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral n°41-2018-07-05-05 du 5 juillet 2018 pour le renouvellement et extension d'une carrière de sable marin (Faluns) pour les rubriques ICPE 2510-1 (carrière avec une production maximale de 100 000 tonnes par an et une moyenne annuelle de 55 000 tonnes) et IOTA 1.1.1.0 (pour 3 piézomètres).

Historiquement, le site n'avait qu'un salarié mais il est envisagé que deux employés soient présents pour gérer l'activité.

Les matériaux exploités sont des faluns (sables marins fossilifères) et ils sont traités par un passage dans un grille. Le site accueille des déchets inertes extérieurs pour le remblaiement de la carrière.

#### Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Aménagement t prel (sécurité)	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 7.3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Aménagement t prel (PZ2)	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.4.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Aménagement t prel (PZ)	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Nature des Remblais	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.3.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Etude acoustique	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Nature de son installation	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.6	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Finalisation de la phase 1	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bornages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>article 2.2.2 : Bornage</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;</li> <li>le cas échéant, des bornes de nivellement.</li> </ul> <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à la préfecture de Loir-et-Cher le plan d'exploitation de l'année 2024 en avril 2025. Ce plan a été reçu par la préfecture le 7 avril 2025 et il permet (notamment) de visualiser la présence et la localisation de bornes afin de pouvoir identifier sur le terrain l'emprise ICPE autorisée du site.</p> <p>Le réseau de bornes présentes sur le plan n'est pas suffisant pour pouvoir visualiser l'emprise autorisée.</p> <p>Lors de l'inspection du 27 novembre 2025, il a été constaté par l'inspection que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la borne à l'Est du piézomètre n°2 est en place (conformément au plan) mais elle n'est pas dégagée ni accessible;</li> <li>la borne au sud ouest du piézomètre n°2 est soit non visible ou manquante (contrairement au indication du plan).</li> </ul> <p><b>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le réseau de bornes en place est dégagé et qu'il permet de visualiser en tous points le périmètre de l'autorisation ICPE.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Aménagement prel (sécurité)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, clotures et panneaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>7.3 Infrastructures et installations</p> <p>Article 7.3.1. Circulation dans l'établissement</p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p> <p>L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture se situe au minimum à 10 m des bords de l'excavation.</p> <p>[...]</p> <p>Article 7.3.1.2. Zone dangereuse</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation).</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 27 novembre 2025, il a été constaté par l'inspection la présence d'un portail (limitant l'accès par la route aux installations) et l'absence de clôture sur la totalité de la périphérie de l'emprise des installations de la carrière. De plus les zones dangereuses (fronts de taille) sont apparemment équipées d'un merlon mais il n'y a pas de pancarte signalant le danger.</p> <p><b>L'exploitant n'est pas en mesure de contrôler l'accès à son installation par une clôture et d'interdire l'accès aux zones dangereuses.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Aménagement prel (PZ2)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Réalisation de Piézomètres
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 9.2.4.2. Réalisation de piézomètres Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement. Lors de la réalisation de forages, toutes dispositions sont prises pour ne pas mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. La tête de puits est protégée de la circulation sur le site, si nécessaire. En tête du puits, le tube de soutènement doit dépasser du sol d'au moins 50 cm. Cette hauteur minimale est ramenée à 20 cm lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. En zone inondable, la tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche. Le tube doit disposer d'un couvercle à bord recouvrant, cadénassé, d'un socle de forme conique entourant le tube et dont la pente est dirigée vers l'extérieur. Le socle doit être réalisé en ciment et présenter une surface de 3 m <sup>2</sup> au minimum et d'au moins 30 cm au-dessus du niveau du terrain naturel pour éviter toute infiltration le long de la colonne. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local, le socle n'est pas obligatoire mais dans ce cas le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 50 cm le niveau du terrain naturel. Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité. Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a informé l'inspection que les travaux de réalisation des forages initiaux (au nombre de 3) avaient été réalisés par l'entreprise ROBERT Forage, et que le remplacement du piézomètre N°1 a été réalisé par la société AQUAFOR. Le salarié historique du site a informé l'inspection que la profondeur des forages était d'environ 20 m. Lors de l'inspection du 27 novembre 2025, il a été constaté par l'inspection que le piézomètre n° 2 avait notamment les défauts suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• n'était pas muni d'une plaque avec le n° de BSS;</li></ul>

- n'était pas cadenassé;
- n'était pas muni d'un socle béton de 3m<sup>2</sup>.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la mise en place d'une plaque portant le n° BSS, d'un cadenas et d'un socle béton de 3m<sup>2</sup> pour le piézomètre n°2.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Aménagement prel (PZ)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.4.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Rapport de fin de travaux pour les piézomètres

**Prescription contrôlée :**

Article 9.2.4.2. Réalisation de piézomètres

[...]

Dans un délai de deux mois maximum suivant la réalisation de l'ouvrage, l'exploitant transmet au Préfet et à l'inspection des installations classées, le rapport de fin de travaux tel que prévu à l'article 10 de l'arrêté sus-cité, et comprenant :

- la localisation précise de l'ouvrage réalisé (carte IGN au 1/25 000) avec les coordonnées en Lambert II étendu (X, Y et Z), en indiquant s'il est ou non conservé pour la surveillance ou le prélèvement d'eaux souterraines, la référence cadastrale de la parcelle sur laquelle il est implanté,
- le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM)
- le nom du foreur,
- la coupe technique précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des tubages et les conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors du forage, volume des cimentations, développements effectués), la cote de la tête du puits,
- les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance ou le prélèvement,
- la coupe géologique avec indication du ou des niveaux de nappes rencontrées et de leur productivité,
- les documents relatifs au déroulement du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées, date de fin de chantier,
- le diamètre de l'ouvrage et sa profondeur,
- l'aquifère capté,

- les résultats des analyses d'eau effectuées le cas échéant

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

#### Constats :

Lors de l'inspection du 27 novembre 2025, il a été constaté par l'inspection que l'exploitant n'avait pas les rapports de fin de travaux des 4 piézomètres (3 en état de fonctionnement et le quatrième qui a été comblé).

L'inspection informe également l'exploitant que ces piézomètres doivent faire l'objet d'une inspection tous les 10 ans.

**L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'existence de rapport de fin de travaux des 4 piézomètres (trois en fonctionnement et un abandonné).**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Finalisation de la phase 1

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Remise en état coordonnée à l'exploitation

#### Prescription contrôlée :

article 2.4.2.1. Remise en état coordonnée à l'exploitation

La remise en état doit être coordonnée à l'exploitation et conforme au plan de remise en état annexé au présent arrêté.

La chronologie de la remise en état respecte celles présentées dans le dossier de demande d'autorisation, pour la détermination des garanties financières.

En particulier, du fait du retard de remise en état de l'autorisation antérieure, la remise en état :

- de la phase 1 est achevée au plus tard 8 ans à compter de la notification du présent arrêté ;
- des phases 2, 3 et 4 est achevée au plus tard 9 ans à compter de la notification du présent arrêté ;

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

La surface dérangée (égale à la somme des surfaces en cours d'extraction, des surfaces décapées et des surfaces non remises en état) de la carrière est inférieure à 6 ha.

Les terrains réaménagés peuvent être restitués à la filière agricole notamment les cultures de



légumes en cohérence avec celles existantes sur les terrains alentours et sous réserve de l'accord des propriétaires.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 27 novembre 2025, il a été constaté que la phase 1 faisait l'objet de travaux d'exploitation, de remblaiement et de stockage de terre végétale. Il est rappelé à l'exploitant que la phase 1 doit être remise en état 8 ans après l'arrêté d'autorisation du site (APAUTO du 05/07/2018 ) soit au plus tard le 05/07/2026 et qu'un délai supplémentaire de 1 an est donné pour les phase 2-3-4.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Nature des Remblais**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.3.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Nature de Remblais

**Prescription contrôlée :**

**2.4.3.2.1 Nature des remblais**

- La remise en état du reste du site consiste en un remblayage partiel de l'excavation pour retour à la cote de 103 m NGF.
- Le talutage des abords de la cuvette ainsi formée sera réalisée à 30°.
- Une couche de terre végétale de 30 cm minimum, épierrée des plus gros blocs, recouvrira au final l'ensemble du site.
- Toutes les terres végétales présentes initialement sur le site seront utilisées pour la remise en état.
- Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.
- Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

CODE DÉCHET <sup>(1)</sup>	DESCRIPTION <sup>(1)</sup>	RESTRICTIONS
DÉCHETS D'EXTRACTION INERTES EXTERNES AU SITE		
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de

		production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable.
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe (hors sites contaminés)

<sup>(1)</sup> **Les codes déchets et leur description sont détaillés en annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000**

Les déchets suivants sont interdits et font l'objet d'une procédure de refus systématique à l'entrée de la carrière :

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- les déchets d'amiante lié et les matériaux en contenant ;
- les déchets présentant au moins une propriété de danger, ou radioactifs ;
- les ballasts des voies ferrées.
- Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission énoncés ci-dessus.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 27 novembre 2025, il a été constaté par l'inspection et en présence d'un huissier de justice ( mandaté par l'exploitant dans le contexte de la reprise de la carrière), la présence (au cœur d'un merlon de stockage de terre végétale localisé entre les phases 2 et 3) la présence de déchets de plâtre, de plastique et de matière ferreuse en quantité importante et non autorisée sur ce site.

L'exploitant informe l'inspection qu'il va procéder à l'évacuation de l'ensemble des déchets non autorisés sur ce site et organiser le transfert vers les filières adaptées.

**L'exploitant procède à l'évacuation des déchets non autorisés présents sur le site vers les sites et filières autorisés à les accueillir, et transmet les justificatifs correspondants à l'inspection des installations classées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 :** Etude acoustique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.6.1

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude et rapport acoustique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté puis périodiquement, au minimum tous les trois ans, et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées).
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 27 novembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection que les dernières mesures acoustique qui ont été réalisées sont datées de 2024. <b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le rapport associé à ces dernières mesures.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Nature de son installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.6					
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plantation					
<b>Prescription contrôlée :</b>  <div style="text-align: center;">1. Situation de l'établissement</div> L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 15ha 21a 11ca pour une surface exploitable de 5 ha 73 a 90 ca et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées).					
Communes et Lieux dits	Section	Parcelles	Motif de la demande	Superficie	Superficie exploitée
CONTRES Le Château Gabilon	BH	103	Extension	0 ha 19 a 42 ca	0 ha 19 a 42 ca
	BH	104	Extension	0 ha 39 a 27 ca	0 ha 39 a 27 ca
	BH	105	Extension	0 ha 09 a 80 ca	0 ha 09 a 80 ca

				ca	ca
	BH	107pp	Extension	3 ha 35 a 18 ca	0 ha 56 a 70 ca
	BH	108	Extension	1 ha 05 a 12 ca	1 ha 05 a 12 ca
	BH	109	Extension	0 ha 32 a 16 ca	0 ha 32 a 16 ca
	BH	110	Extension	0 ha 76 a 02 ca	0 ha 76 a 02 ca
	BH	111	Extension	1 ha 54 a 60 ca	1 ha 54 a 60 ca
	BH	112	Extension	0 ha 96 a 20 ca	0 ha 96 a 20 ca
	BH	116	Extension	0 ha 18 a 55 ca	0 ha 18 a 55 ca
	BH	117	Extension	0 ha 19 a 08 ca	0 ha 19 a 08 ca
	BH	118	Extension	0 ha 34 a 19 ca	0 ha 34 a 19 ca
	BH	119	Renouvellem ent	0 ha 61 a 79 ca	0 ha 61 a 79 ca
	BH	120	Renouvellem ent	0 ha 59 a 53 ca	0 ha 59 a 53 ca
	BH	121	Renouvellem ent	0 ha 48 a 57 ca	0 ha 48 a 57 ca
	BH	122	Renouvellem ent	0 ha 81 a 90 ca	0 ha 81 a 90 ca
	BH	123	Renouvellem ent	0 ha 19 a 00 ca	0 ha 19 a 00 ca
	BH	124	Renouvellem ent	0 ha 34 a 60 ca	0 ha 34 a 60 ca

	BH	125	Renouvellement	0 ha 22 a 00 ca	0 ha 22 a 00 ca
	BH	126	Extension	0 ha 57 a 12 ca	0 ha 57 a 12 ca
	BH	127	Renouvellement	0 ha 20 a 96 ca	0 ha 20 a 96 ca
	BH	132	Renouvellement	0 ha 06 a 54 ca	0 ha 06 a 54 ca
	BH	133	Renouvellement	0 ha 13 a 94 ca	0 ha 13 a 94 ca
	BH	134	Renouvellement	0 ha 60 a 05 ca	0 ha 60 a 05 ca
SASSAYLes Varennes	A	251	Renouvellement	2 ha 54 a 20 ca	2 ha 54 a 20 ca
	A	557	Renouvellement	0 ha 34 a 70 ca	0 ha 34 a 70 ca
	A	558	Renouvellement	0 ha 37 a 30 ca	0 ha 37 a 30 ca
				<b>Superficie totale de la demande :</b>	<b>15 ha 21 a 11 ca</b>

#### Constats :

Lors de l'inspection du 27 novembre 2025, il a été constaté par l'inspection que l'exploitant stocke des déchets en cours de préparation pour le remblaiement de la carrière sur les parcelles BH 128-129 et 130 sur la commune du Controis en Sologne.  
Ces parcelles sont en dehors du périmètre de l'installation autorisée et l'activité de stockage est connexe à l'activité de la carrière.

**L'exploitant stocke des remblais destinés au remblaiement de la carrière en dehors de l'emprise autorisée pour cette activité qui est connexe à l'exploitation du site.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois